

EDITIONS DE L'AVENIR

Personnel uni pour un front commun

Nouvelle assemblée, nouveau constat de carence aux EDA où la direction ne semble guère ouverte à la concertation.

Elle était annoncée, elle s'est tenue. Une nouvelle assemblée générale du personnel a eu lieu hier, à l'initiative la Société des rédacteurs de L'Avenir (SDR) et l'Association des journalistes professionnels (AJP).

Lors de cette réunion, il a bien été confirmé que la direction, malgré ses promesses formulées vendredi dernier, n'a pas tenu à rencontrer les représentants de la SDR et de l'AJP en début de semaine.

Des négociations qui portent sur la réorganisation de la rédaction et de l'indépendance rédactionnelle, « conformément au décret sur les aides à la presse et à la charte d'indépendance rédactionnelle. »

Un texte a été voté à l'unanimité moins une absten-

tion. : l'AJP et la SDR ont reçu un mandat pour négocier l'indépendance de la rédaction et la réorganisation de celle-ci.

Mais l'assemblée ne s'est pas limitée à cela : elle a lancé également un message clair aux deux syndicats, CNE et SETCa, pour reconstituer le front commun. Des premières négociations ont été entamées en ce sens. Avec en toile de fond, l'intérêt du personnel.

Toujours licenciés

Concernant les trois journalistes licenciés la semaine dernière, un accord sur les conditions de leur réengagement avait été dégagé entre la direction et les syndicats. « *En violation de la charte garantissant l'indépendance de la rédaction, leur réaffectation est imposée et non concertée avec la rédaction en chef, les chefs de service et les principaux concernés. Dans la forme, elle s'apparente à une sanction, alors que la motivation exprimée par la direction pour le licenciement était la*

suppression de leur poste. »

Ces conditions qui allaient de pair avec d'autres concernant l'indépendance rédactionnelle avaient été jugées insatisfaisantes et avaient été rejetées par le personnel. De ce côté, rien n'avance.

Les trois journalistes concernés sont toujours bel et bien licenciés.

Calme jusqu'à quand ?

« *Nous essayons de calmer le jeu mais il suffirait d'une étincelle* » pour que le feu reprenne, souligne le délégué de l'AJP, qui ajoute qu'une nouvelle grève n'est pas à l'ordre du jour. Mais que de nouvelles actions pourraient voir le jour.

Il a été jugé plus constructif d'attendre le conseil d'entreprise qui se tiendra jeudi et des grandes lignes qui pourraient s'en dégager.

L'assemblée a réaffirmé aussi « *son souhait d'être dirigé par une rédactrice ou un rédacteur en chef vraiment garant de l'indépendance rédactionnelle, nommé dans le respect de la convention signée avec la SDR et l'AJP.* » ■

Autre souhait de l'assemblée : la reconstitution d'un front commun.